

SUMMERS A.,

- 2006 "Work in Progress. Which Women ? What Europe ? Josephine Butler and the International Abolitionist Federation", *History Workshop Journal*, n°62, pp.215-231.

WALKOWITZ J.,

- 1980 *Prostitution and Victorian Society : Women, Class and State*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1982 "Male Vice and Feminist Virtue : Feminism and the Politics of Prostitution in Nineteenth-Century Britain", *History Workshop*, n°13, pp.77-93.
- 1992 *City of Dreadful Delight, Narratives of Sexual Danger in Late-Victorian London*, Chicago, The University of Chicago Press.

WEST R.,

- 1982 "The White Slave Traffic Bill, The Archbishop's Blood Lust" (*The Clarion*, 22 novembre, 1912), in MARCUS J., Ed., *The Young Rebecca. Writings of Rebecca West 1911-1917*, Bloomington, Indiana University Press, pp.119-123.

La concurrence des experts Ou qui a le droit de dire ce qu'est la "traite des blanches" dans l'Allemagne de Weimar

par Benoît Majerus *

A travers une polémique qui éclate en 1929 dans le milieu associatif et social juif de la république de Weimar, cet article s'intéresse à la problématique de la constitution de l'expertise. A l'époque, différents acteurs s'opposent, chacun prétendant avoir la légitimité de "dire la vérité" à propos de la traite des blanches en Allemagne. Le "champ de la connaissance", composé d'auteurs issus des sciences humaines comme Max Kreutzberger, s'oppose au "champ de l'expérience", composé de personnes qui travaillent dans des associations juives et qui essayent d'établir un lien entre traite, prostitution et combat moral. Cette polémique constitue un cas d'étude révélateur des tensions qui naissent lors de la construction d'un savoir social sur la prostitution dans l'entre-deux-guerres.

I. Introduction

Allemagne, 1929, le petit monde de l'aide sociale juive est en émoi suite à la publication d'un article dans la revue *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*. L'article s'intitule "Le problème du trafic international de filles et de femmes" ; il provoque de nombreuses réactions : à aucun autre moment de la (brève) existence de la revue (1929-1933), une discussion d'une telle ampleur ne remplira les pages de cette dernière¹. La polémique s'explique facilement pour deux raisons : le sujet touche directement à un des stéréotypes classiques de l'antisémitisme (à savoir le trafiquant juif de jeunes filles) et l'auteur s'attaque au discours dominant dans le champ juif et dans le champ de l'aide sociale en Allemagne.

* Chargé de recherches FNRS/ULB.

¹ Ce travail est basé sur cinq articles publiés en 1929 dans la revue *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik* (JWS). Il s'agit de KREUTZBERGER M., 1929a ; KARMINSKI H., 1929 ; COHEN S., 1929 ; OLLENDORF P., 1929 ; FROMM E., 1929 ; KREUTZBERGER M., 1929b. Les citations marquées par un * ont été traduites par l'auteur de l'allemand vers le français. L'auteur tient à remercier Jean-Michel Chaumont, Alain Colignon et Daniel Rochat pour la discussion des versions antérieures de ce texte.

L'article a été rédigé par le jeune Max Kreutzberger. Membre du comité de rédaction de la revue, celui-ci est né en 1900 à Königshütte, dans l'Est de l'Allemagne wilhelmienne (aujourd'hui Chorzow en Pologne). Il poursuit des études de philosophie, d'histoire et de sciences politiques à Fribourg, Munich et Breslau. En 1924, il devient docteur en philosophie après avoir défendu à l'Université de Breslau sa thèse intitulée *Über einige Grundbegriffe der Geschichtsphilosophie*. Il se spécialise ensuite dans le droit des étrangers et dans le droit social. A partir de 1925, il travaille au département "politique sociale" de la Zentralwohlfahrtsstelle der deutschen Juden. En 1928 il devient directeur de cette même institution. C'est dans le cadre de cette dernière fonction qu'il est associé aux activités du Bureau international du travail à Genève².

Kreutzberger fait partie de ces experts qui connaissent une ascension fulgurante dans cette république de Weimar qui essaie de se démarquer de la politique sociale paternaliste qui caractérisait l'Empire wilhelmien. L'élargissement de l'État-providence allemand à partir de 1918 nourrit une pléiade d'universitaires qui vont penser et exécuter cette nouvelle politique en légitimant leurs interventions par la référence aux sciences sociales, lesquelles prennent leur envolée à ce moment. La politique sociale de l'État allemand a besoin d'un "discours scientifique" pour justifier ses choix face à un monde marqué par la modernité (Weingart, 2003 :89-102). Des revues comme la *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik* sont remplies d'articles qui, à travers des théories sociologiques et politiques et des analyses chiffrées, essaient d'objectiver la vie en société et participent aux «grandes ambitions de l'ingénierie sociale de Weimar» (Peukert, 1989 :81, cité d'après Killen, 2007 :67).

L'étude de cette polémique est intéressante dans la mesure où elle touche à des problèmes d'interprétation et de définition qui continuent à marquer le discours contemporain relatif aux liens entre traite des êtres humains et prostitution : définition de la traite, lien de causalité entre prostitution, migration et réglementation, concurrence des experts... En se plaçant dans la chronologie argumentaire proposée par Jean-Michel Chaumont, on se trouve à un moment où le statut de la proposition "La réglementation de la prostitution est la cause de la traite des femmes et des enfants" passe du statut d'opinion discutable à celui de vérité démontrée. La mise en circulation en 1927 de la première partie du rapport réalisé par le Comité spécial d'experts sur la question est un élément central dans ce changement qualitatif.

Le monde juif engagé dans la lutte contre la prostitution accueille ce document d'une manière ambivalente. Lors d'un congrès organisé par la

² *Lexikon deutsch-jüdischer Autoren*, vol.14, München, 2006, pp.362-364. Après la prise du pouvoir par Hitler, Kreutzberger devient président de la Reichsvertretung der deutschen Juden. Il émigre en Palestine en 1935, où il devient secrétaire général de Hitachduth Olaj Germania, l'organisation juive qui s'occupe de l'émigration de juifs allemands vers la Palestine. Entre 1948 et 1955, il retourne en Allemagne où il devient directeur de la Jewish Agency avant de partir pour les États-Unis. Il y dirigera l'institut Leo Baeck de 1957 à 1967. En 1978, il décède en Suisse où il s'était retiré.

Jewish Association for the Protection of Girls and Women en juillet 1927, la discussion du rapport occupe une place centrale. Ainsi Bertha Pappenheim, l'ancienne Anna O. de Freud, est plutôt insatisfaite parce qu'elle considère que le rapport donne une place démesurée à la présence de prostituées et de souteneurs juifs. En tant que première présidente de l'Association des femmes juives, association qui combine combat social et combat émancipatoire, elle est un personnage central. Selon Pappenheim, le rapport contribuera à renforcer et à légitimer le discours antisémite. Mais la grande majorité de l'assemblée, si elle regrette évidemment cette focalisation sur le monde juif, salue globalement la publication. Le délégué anglais Cohen déclare ainsi :

Miss Pappenheim has told you that there are passages in Part I. which specifically mention Jews. I agree with her that there are terms used in Part I. of the Report which I think are undesirable [...] Because of these few blemishes, are we to neglect the evidence and the proofs which it offers for the existence of the Traffic as a whole ?³

Question rhétorique à laquelle Cohen répond bien sûr par la négative : le plus important pour lui est que le rapport amène la preuve de l'existence de la traite.

Max Kreutzberger va à l'encontre de cette "vérité" en faisant notamment usage des résultats du rapport. La polémique décrite ci-dessus illustre donc la contestation potentielle des résultats d'un rapport supposé clore le débat. Les deux camps en présence ("la prostitution comme un fléau" contre "la prostitution comme un fait social inévitable") vont utiliser le rapport comme argument dans un débat qui oppose deux conceptions de l'expert (le modèle de l'expérience contre le modèle de la connaissance)⁴. Les premiers (dans ce cas d'étude Hannah Karminski, Samuel Cohen et Paula Ollendorf) sont issus du champ associatif juif et luttent depuis une dizaine d'années pour établir un lien causal entre traite, prostitution et combat moral. Leur savoir repose sur leur engagement dans une multitude d'associations. Les seconds (dans ce cas d'étude Max Kreutzberger et Erich Fromm) font chacun à leur manière partie du champ des sciences humaines. La légitimité de leur savoir repose plutôt sur une méthode par laquelle ils approchent une multitude de problèmes.

À côté de ce cadre plus général (l'établissement du savoir social) qui constitue le fil rouge de tout ce numéro de la revue, cette discussion est menée en Allemagne en 1929, c'est-à-dire à un moment où l'antisémitisme est librement ou ouvertement articulé sur la scène politique par un champ public où droite et extrême-droite se retrouvent. La propagande nazie en a fait un de ses thèmes favoris. Une des images fréquemment utilisées dans ce discours stéréotypé a justement trait au trafic de filles par

³ JAPGW, s. d., pp.98-99.

⁴ Conf. la conférence de Pascal Dubourg Glatigny, *Le droit de parole ou le savoir et son public* présentée, au Centre Marc Bloch le 20 juin 2007 dans le cadre du groupe de recherche "Histoires de savoir(s)" organisé par Jakob Vogel.

des juifs : s'y mélangent les clichés relatifs à l'internationalisme juif et à la sexualité juive jugée particulièrement amoral et vénale. Ces images ne datent cependant pas des années 1930 ; elles étaient apparues parallèlement au topos du *white slavery trade* dans la deuxième moitié du XIX^e siècle (Bristow, 1982 :19). Il n'est donc guère étonnant que le milieu juif européen ait très tôt commencé à s'intéresser à la problématique. Dès 1885 fut créée à Londres la Jewish Association for the Protection of Girls and Women, avant même la fondation d'un comité national allemand.

II. Contester

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays européens, l'existence et l'étendue de la traite restent très débattues en Allemagne. Criminologues, satiristes et sociologues interrogent depuis le début du XX^e siècle, chacun à sa manière, les postulats des organisations luttant contre la traite et les fonctions de ce combat. Tous s'opposent aux images dominantes de la traite : on le voit à l'occasion du congrès des criminologues de Hambourg de 1904, à travers les articles grinçants de Karl Kraus ou dans les écrits des sociologues réunis autour de la Berliner Autorengemeinschaft d'Hans Ostwald (Jazbinsek, 2002). Néanmoins depuis la fin de la Première Guerre mondiale, leurs voix ne semblent plus être entendues.

C'est à partir de ce constat de désaccord fondamental ("plus grand crime contre l'humanité" *versus* "négarion de son existence même") que Kreutzberger justifie sa prise de position publique. D'autre part, le lien entre trafic de jeunes filles et judaïsme ainsi que l'actualité de la question, renforcée par l'attention que lui porte la SDN, constituent d'autres arguments qui, pour Kreutzberger, plaident en faveur d'une réflexion systématique sur les concepts utilisés dans le débat. Ce débat, il va lui-même l'articuler autour de trois thématiques : définition, étendue de la "traite" et lien avec la question juive.

A. Multiplicité des définitions

En tant que philosophe des concepts, il n'est guère étonnant que Kreutzberger propose d'abord une analyse de la terminologie elle-même. L'état de la question historique qu'il entreprend montre l'hétérogénéité des réalités auxquelles les différents auteurs font référence.

Ainsi la conférence internationale de Paris organisée en 1902, qui fut à la base d'une série d'initiatives politiques, avait défini deux critères pour qualifier la traite et la rendre punissable : la fille devait être mineure et il fallait qu'il y ait incitation à se prostituer par un tiers. Pour les femmes majeures, les mêmes faits ne relevaient de la traite que s'il y avait en outre un élément de contrainte. Par contre en 1923, la Société des Nations ne donnera aucune définition précise. Dans le monde associatif allemand, on préconise plutôt une définition maximaliste. Ainsi Anne Pappritz, abolitionniste et secrétaire de la confédération allemande des associations de femmes, ne fait pas la différence entre filles mineures et majeures ; elle

néglige en outre l'argument de la contrainte. Kreutzberger n'y voit alors plus de véritables différences avec le délit de proxénétisme.

La législation allemande en la matière date de 1897 ; si elle ne fait pas non plus de différence entre minorité et majorité des filles, elle relève deux critères d'importance : le fait que les filles soient amenées à quitter le territoire national pour se livrer à une vie de débauche et que ce dernier élément leur soit caché. Un projet de loi en préparation au moment de la rédaction de l'article de Kreutzberger propose une vision encore plus limitative en réservant la notion de "traite" aux mineures.

La coexistence de ces cinq définitions de la traite, de la plus restrictive (le projet de loi allemand), à la plus large (Pappritz) nécessite selon Kreutzberger une analyse des réalités qui dépasse l'analyse discursive : il faut retourner aux "faits" pour déterminer ce dont il s'agit vraiment⁵.

B. Étendue et cause de la traite

Pour légitimer son attaque en règle de l'opinion dominante à l'intérieur du monde associatif, Kreutzberger se réfère à trois sources différentes : des enquêtes publiques, les travaux d'un autre expert et des statistiques. Selon Kreutzberger, le rapport de la SDN, basé sur un nombre important d'enquêtes nationales, indique clairement qu'il n'y a pas d'organisation criminelle internationale. D'autre part, il se réfère aux travaux publiés par Gotthold Böhne, Professeur de droit à l'Université de Cologne, celui-ci a rédigé l'article sur la traite des filles publié dans le *Handwörterbuch der Rechtswissenschaft* en 1927. Dans cet article, Böhne prétend que la traite est un terme de combat plutôt qu'un terme juridique. Sans nier son existence, il affirme :

on connaît peu sur l'organisation internationale de la traite et on peut supposer qu'on exagère beaucoup dans ce domaine. Bien sûr les souteneurs se connaissent entre eux [...] mais une organisation durable n'existe pas⁶.

Enfin Kreutzberger invoque les statistiques criminelles allemandes : entre 1907 et 1913, 14 personnes sont condamnées pour trafic de filles dans l'Empire wilhelmien ; ce chiffre est tellement bas par rapport aux

⁵ «Welche Begriffsbestimmung nun den Gegebenheiten und Notwendigkeiten des Problems entspricht ist nicht rein begrifflich aus dem Begriff selbst feststellbar, sondern kann sich nur als Ergebnis der Untersuchung des Tatsächlichen herauskristallisieren» (KREUTZBERGER, 1929a, p.184).

⁶ BOHNE G., 1927, p.2. Gotthold Böhne (1890-1957) est à partir de 1923 directeur de l'Institut de criminologie de Cologne où il introduit la psychanalyse dans le droit pénal. Après la guerre, en 1949, il devient recteur de l'Université de Cologne. Il est intéressant de relever que Kreutzberger instrumentalise Böhne en tant qu'expert lorsqu'il le cite à plusieurs reprises. Ainsi les statistiques sur le nombre de personnes condamnées pour la traite sont issues de ce même article. Or, Böhne ne reconnaît justement aucune signification à ces chiffres : «Zunächst ist zu bemerken, dass die Zahl der in Deutschland wegen Mädchenhandels erfolgten Verurteilungen kein richtiges Bild gibt. Gerade der Mädchenhandel gehört zu den Delikten, die wegen der entgegenstehenden Schwierigkeiten nur selten zur Aburteilung kommen» (BOHNE G., 1927, p.2). Il est intéressant de noter que c'est exactement la conclusion des enquêteurs de la SDN à Buenos Aires (voir dans ce dossier l'article de J.-M. Chaumont intitulé *La disqualification sélective des sources*).

autres chiffres de la criminalité qu'il semble évident que la traite est quasiment inexistante en Allemagne.

Kreutzberger conclut donc que :

Les nouvelles sur le développement contemporain de la traite des filles sont plus ou moins des produits fantaisistes, instrumentalisés par la propagande et donc peu fiables [...] et [que] le trafic de filles contre lequel les organisations de secours privées luttent n'existe pas* (Kreutzberger, 1929a :185).

Mais ce constat n'implique nullement qu'une économie internationale de la prostitution n'existe pas, bien au contraire, comme le montrent par exemple les statistiques d'immigration de prostituées à qui l'accès au territoire a été refusé : en Suisse il s'agit de 198 femmes (1923), en France de 32 et en Angleterre de 78 (1924). Mais ces chiffres sont bien en deçà des chiffres avancés par les associations caritatives et, plus fondamentalement, il s'agit d'une migration volontaire. Selon Kreutzberger, on n'est donc pas à proprement parler dans une problématique de traite.

Certes, l'auteur déplore l'existence de la prostitution, mais il la considère comme inévitable pour des raisons économiques et sociales. Ce n'est pas tant la pauvreté que l'absence de perspectives liée au statut socio-économique des femmes, qui viennent le plus souvent de milieux entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, qui expliquerait leur choix. Le champ de la prostitution est dès lors représenté par Kreutzberger comme n'importe quel autre marché économique régulé par l'offre et la demande. L'internationalisation offrirait même de meilleures opportunités financières pour ces femmes. La contrainte est absente car inutile puisque l'offre excède la demande. Il en déduit que la solution ne doit pas être recherchée dans des campagnes de moralisation comme celles prônées par la plupart des organisations caritatives ; elle consisterait plutôt en un bouleversement complet des conditions sociétales et économiques au niveau international.

C. Question juive

Pour conclure, Kreutzberger aborde ce qu'il appelle "la question juive". Selon lui il n'y a aucune raison pour que des juifs ne soient pas impliqués dans le trafic de filles, mais il tient à souligner deux points. Il se montre étonné que, malgré la pauvreté du monde juif à l'Est, le milieu juif ne soit pas davantage représenté dans ce circuit. Il regrette ensuite que même parmi des milieux qu'il estime (comme le professeur Rohne ou dans le rapport de la SDN), des préjugés anti-juifs soient réactualisés et légitimés.

Du fait de sa contestation radicale et argumentée de la pensée des personnes centrales dans le monde des associations juives en Europe et en Allemagne, Kreutzberger se voit confronté à des attaques en règle qui, pour la plupart, essaient de le délégitimer en tant qu'expert, mais ne discutent pas nécessairement le fond de son argumentation.

III. Contester la contestation

Dans le même numéro de *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik* une première courte réponse de Hanna Karminski (1897-1942) est publiée. Bien qu'étant de la même génération que Kreutzberger, celle-ci s'exprime en tant qu'assistante sociale et membre du *Jüdischer Frauenbund* (qu'elle a intégré en 1924 et où elle est devenue très proche de Bertha Pappenheimer)⁷. Le souci premier de Karminski est de souligner que l'opinion de Kreutzberger est marginale dans les milieux juifs. Ensuite en se basant sur l'enquête de la SDN, elle affirme que la traite des femmes existe bel et bien : la question de son étendue est pour elle secondaire. Les opposants à Kreutzberger refusent tout au long de la polémique de tenir compte de la dimension quantitative, adoptant immédiatement une position radicale, caractéristique d'une approche moraliste. Par ailleurs, Karminski confirme l'implication de juifs dans ces "crimes", ce qui selon elle oblige la communauté juive à s'engager activement dans la lutte contre la traite. Pour ce faire, elle dégage quatre mesures prophylactiques qui correspondent en fait au discours classique du moment : moralisation de la jeunesse, éducation sur les dangers de la prostitution et du trafic, importance pour les filles d'apprendre un métier, alerte de l'opinion publique. Pour conclure, elle refuse un point de vue uniquement "social". Comme la prostitution touche à la dignité féminine, elle revendique une certaine émotivité argumentative et s'oppose à Kreutzberger qui veut «considérer cette question sobrement»*(Ollendorf, 1929 :294).

Dans un numéro ultérieur de la revue, l'article de Kreutzberger est analysé et commenté par trois auteurs : Samuel Cohen, Paula Ollendorff et Erich Fromm.

Cohen est depuis longtemps le président (londonien) de l'Association juive de protection des femmes et des jeunes filles. Il siège au Comité contre la traite des femmes et des enfants de la SDN à Genève et a été associé de près à la réalisation de l'enquête susmentionnée. Il s'attaque à trois affirmations de Kreutzberger : la définition de la traite des filles, la prostitution comme nécessité sociale et la base économique de la prostitution.

Avant d'aborder ces questions, il met en cause la légitimité de Kreutzberger, affirmant que celui-ci n'a jamais travaillé dans le domaine. De plus, il estime que Kreutzberger a été trop influencé par *Le chemin de Buenos Aires* d'Albert Londres. Dans ce livre, consacré à la ville censée être la capitale mondiale de la traite, publié en 1927 et traduit en allemand dès 1928⁸, le célèbre journaliste avait également conclu à l'inexistence de la traite en se moquant des experts de la SDN :

⁷ Sous la république de Weimar, elle est activement engagée dans la lutte pour l'émancipation de la femme dont elle défend notamment l'accès au marché du travail (QUIRIN K., 2005, p.145).

⁸ La traduction, *Der Weg nach Buenos Aires*, est publiée en 1928 à Berlin par l'éditeur à grand public Uhlmann. Elle ne connaîtra qu'une seule édition de 10.000 exemplaires.

Depuis trois ans la Société des Nations mène dans le secret une "vaste enquête" sur la traite des Blanches. Elle a envoyé des commissaires en Extrême-Orient, au Canada, en Amérique du Sud, en Orient. Ces commissaires se sont bien promenés. Ils ont avalé de la poussière, sinon celle de la route mais celle des dossiers. Ils ont cherché la vérité dans les dossiers ! Ils étaient des hommes beaucoup trop sérieux pour la chercher ailleurs. C'est pourquoi ils l'ont cherchée où elle ne se trouvait pas (Londres, 1927 :251).

Pour discréditer davantage Londres et Kreutzberger, Cohen qualifie le premier non seulement de «romancier» mais également de «socialiste» (Cohen, 1929 :285). Il met ensuite en avant ses propres compétences basées sur une expérience de terrain (président depuis 25 ans d'une association qui s'occupe de la problématique, ses interviews avec des centaines de filles, ses nombreux voyages en Europe et en Amérique latine...).

Cohen récusé ensuite la définition étroite de Kreutzberger et soutient que la sienne aurait été légitimée par de nombreuses conférences :

Peut-être qu'il [Kreutzberger] n'a pas lu l'accord de 1904, ni les traités de 1910 et 1921. Dans son article, il ne se réfère ni à l'une des conférences internationales sur la traite, ni aux négociations de la conférence de la Société des Nations de 1921, ni aux réunions annuelles du conseil de la Société des Nations* (Cohen, 1929 :286).

En fait, on assiste ici à un débat essentiel à propos de la définition de l'objet. En 1928, par leur dynamisme, les abolitionnistes ont organisé un nombre important de conférences internationales qui leur ont permis de "légitimer" leur argumentation. À travers les personnalités de Kreutzberger et Cohen ce sont deux types d'experts qui s'opposent avec des légitimités différentes : le premier avec un savoir en sciences sociales et la volonté d'"objectiver" la problématique à travers différents outils comme la statistique ; le second qui revendique ses connaissances "subjectives" basées sur une longue pratique du monde associatif.

L'argumentation de Cohen sur le critère de l'âge ne porte pas sur le fond mais sur l'importance politique que le choix de la SDN aura pour faire valoir l'argument au niveau international :

Le Dr. Kreutzberger mentionne la minorité comme une restriction, qui doit être prise en considération dans la définition de la traite des filles. Cette année, je pouvais compter sur un support unanime à Genève pour ma proposition répétée depuis plusieurs années, proposition en faveur d'une abolition de la limite d'âge dans le traité. [...] Si un nouveau traité peut être par après imposé dans lequel le terme de minorité a été enlevé, ces pays qui jusqu'à aujourd'hui n'ont pas encore abandonné cette distinction (un certain nombre l'ont déjà fait), nous suivront* (Cohen, 1929 :287).

De fait Cohen et les siens vont obtenir un élargissement de la définition légale en 1933 (suppression de la condition de contrainte pour les majeures).

Cohen va ensuite s'attaquer à la prostitution réglementée qui, dit-il, provoque une première perversion des filles dans leur pays d'origine et facilite leur transfert vers d'autres pays. De nouveau, il introduit une thématique qui n'était pas abordée par Kreutzberger. Il introduit ainsi dans la discussion son cheval de bataille : le lien intrinsèque entre prostitution et réglementation.

Enfin, en ce qui concerne le cadre socioéconomique Cohen reconnaît que Kreutzberger a peut-être raison, mais qu'avant d'atteindre une société juste (but qu'il juge utopique) il faut s'attaquer au mal. Pour lui, la situation à l'Est en est le meilleur exemple. Aussi longtemps que la famille juive arrive à maintenir un cadre moral strict, la fille ne risque rien, même dans l'état de pauvreté qui caractérise ces populations. Finalement Cohen reproche à Kreutzberger de minimiser la part des juifs dans la traite des filles. Pour Cohen, dans le discours antisémite, l'image du "juif riche" est beaucoup moins puissante que l'image du "juif proxénète". D'après lui, il ne faut donc pas négliger la réalité d'un problème qui ne fait pas de doute, ce qui implique donc une responsabilité particulière pour la communauté juive dans la lutte contre la traite. Cohen propose dès lors deux pistes de réflexion assez proches de celles avancées par Karminski : d'une part l'éducation morale des filles et des femmes ainsi que la nécessité de leur donner des moyens de gagner leur vie ; d'autre part l'organisation d'une propagande contre la traite dans les pays d'où viennent la majorité des filles. Pour Cohen, ces deux combats doivent être menés non seulement par les gouvernements, mais surtout par des associations privées.

Dans un deuxième article Paula Ollendorff, vice-présidente de l'association des femmes juives (Jüdischer Frauenbund), se montre également très sceptique quant à l'argumentation de Kreutzberger. Dans ses premiers paragraphes, elle introduit un argument nouveau dans la discussion, celui d'une morale basée sur les commandements de Dieu, une morale religieuse qui serait à la base du travail de l'Association des femmes juives et qui transcenderait les cadres sociaux et économiques. Dans ce contexte, la question de la définition lui semble secondaire : plus généralement il s'agit d'une lutte pour une "société morale" qui ne doit pas permettre l'amour vénal. La "lutte" doit s'articuler sur deux niveaux : contre les "marchands", et plus particulièrement contre les marchands juifs, et pour les "victimes", filles et femmes mineures et majeures. Finalement, comme Cohen, elle s'attarde sur la situation des juifs à l'Est, marquée par la pauvreté. La réapparition de cette thématique témoigne de son importance pour le champ juif de la république de Weimar (et de l'Europe de l'Ouest) : d'une part, il essaie de se distancier du monde juif de l'Est qui lui semble étrange, alors que d'autre part, il se sent responsable à son égard sur un mode paternaliste.

Le dernier intervenant est Erich Fromm. En 1929, le futur auteur d'*Escape for Freedom* (1941) et de *The Sane Society* (1955) a à peine 29 ans. En 1922, il a terminé un doctorat en sociologie sous la tutelle d'Alfred Weber à l'université de Heidelberg. Lorsqu'il publie son article

dans *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*, il achève sa formation de psychanalyste. Au niveau de sa démarche, Fromm introduit un point de vue complètement différent : il s'intéresse aux raisons psychologiques qui peuvent expliquer pourquoi les spécialistes nient l'existence d'une traite à grande échelle tandis que la grande majorité de l'opinion politique continue à croire à son existence massive. D'après lui, il ne fait aucun doute qu'au sens strict, le phénomène est complètement marginal malgré la place qu'il occupe dans la presse. Par ailleurs, il estime que la problématique ne se limite pas à répondre à la question de savoir si la traite existe sur un plan juridique et formel. En effet, il reste à comprendre pourquoi on utilise un terme (traite) pour qualifier une réalité qui n'y correspond guère. Les sens et les fonctions de cette «contradiction bizarre» (Fromm, 1929 :295) se trouvent au centre de sa réflexion.

Pour Fromm, la première fonction de la croyance est d'alléger la conscience. On se détourne d'un problème légalement admis (vendre volontairement son corps) pour se préoccuper d'une thématique contre laquelle la police et la justice peuvent agir : on évite dès lors de discuter les questions qui se posent réellement autour du premier problème. Erich Fromm va plus loin : pour lui la motivation centrale des personnes qui luttent contre la traite est l'abolition ou le contrôle renforcé de la prostitution. La lutte contre la traite (combat juridique) est utilisée en vue de la lutte contre la prostitution (combat moral selon l'auteur) :

On détourne l'attention d'un fait déterminé par le régime économique actuel, à savoir la vente volontaire (dans une conception juridique) du corps, contre lequel toutes les mesures sont inefficaces dans le régime économique actuel, pour se focaliser sur un état de fait qui est juridiquement défini et qui peut être combattu avec les moyens du code pénal et de la police, mais qui est en fait peu important. [...] On aimerait faire quelque chose contre la prostitution, et comme on ne peut rien faire de substantiel, d'un crime contre lequel on pourrait faire beaucoup (s'il existait), on la transforme en un état de fait* (Fromm, 1929 :297-298).

Or, à l'instar de Kreutzberger et contrairement au rapport du comité d'experts qui plaide, selon lui, pour une moralisation des populations, Fromm estime qu'un problème socioéconomique comme la prostitution ne peut pas être combattu moralement.

Dans un deuxième temps, Fromm tente de dégager les structures psychologiques plus profondes. Pour le psychanalyste qu'il est, la vie des êtres humains est marquée par des rêves éveillés et des fantaisies infantiles dans lesquels le père apparaît comme le méchant : les histoires de filles vendues relèvent de cet imaginaire et procurent une jouissance proche de celle du voyeurisme. Dans ce contexte, l'image du juif particulièrement impliqué dans la traite n'est guère étonnante. Du fait de son ancienneté par rapport aux (jeunes) peuples européens, le peuple juif jouerait également le rôle du père. Or, cette haine est justement alimentée par les couches de la population qui occupent dans leur société le rôle du

père et qui risquent de devenir elles-mêmes des objets de cette haine. Au terme de cette réflexion Fromm essaie de dégager les raisons pour lesquelles les femmes deviennent prostituées. Son explication est double : psychologique et sociale. Dans le premier cas, il distingue plusieurs facteurs comme le voyeurisme ou le désir de se venger face à la figure paternelle. A son sens cependant, ces désirs pulsionnels ne débouchent sur la prostitution que si les conditions socioéconomiques sont mauvaises.

Au lieu d'une analyse au premier degré de la question de la traite, Erich Fromm livre une lecture au deuxième degré du conflit, une lecture qui s'intéresse davantage à ces enjeux inconscients.

La réponse de Kreutzberger dans ce même numéro clôt le débat. Il refuse aussi bien de négliger le débat chiffré comme l'a souhaité Hannah Karminski que de déplacer la polémique sur le plan moral/religieux comme l'a proposé Paula Ollendorf. Il s'oppose également à la confusion entre proxénétisme et traite. L'article de Cohen n'est guère abordé (vu que Kreutzberger regrette le ton personnel des attaques). L'approche psychologique de Fromm lui semble être une vision complémentaire à la sienne qui est plutôt sociale et juridique. Il termine son article en appelant à une dernière étude, cette fois sociologique, sur les personnes qui s'engagent dans la lutte contre la traite.

IV. Conclusion

Le débat qui agite le monde juif allemand en 1929 se rattache à deux discussions qui ont émergé au début du XX^e siècle.

La première est interne au monde juif et est apparue dès les premières «histoires» (Jazbinsck, 2002) relatives à la traite des blanches dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. L'engagement de sociétés spécifiquement juives dans la lutte contre cette traite fut précoce et dès le début il se justifia par la (sur)représentation de prostituées juives (venant de l'Europe de l'Est) et de trafiquants juifs. Cet engagement était loin de faire l'unanimité au sein des communautés juives. Des orthodoxes s'y refusaient en argumentant qu'un tel engagement était honteux et donnait des arguments supplémentaires aux antisémites. Les sionistes et les socialistes s'y opposaient majoritairement parce que la discussion ne devait pas porter sur la prostitution mais, plus profondément, pour les premiers, sur les conséquences de l'exil du peuple juif et, pour les seconds, sur les conséquences de l'inégalité sociale (Bristow, 1982 :227-231). Ces questions jouent également un rôle dans cette polémique où l'existence d'une traite de dimension significative est niée par Max Kreutzberger. La voix d'Erich Fromm (en posant clairement la question de la fonction du débat sur la traite) introduit une nouvelle dimension dans la discussion.

À un deuxième niveau, la traite faisait depuis longtemps l'objet d'une lutte entre différents groupes qui revendiquaient tous une expertise spécifique. Au moment où Kreutzberger lance son pavé, les milieux qui prétendent que la traite est un phénomène d'une envergure considérable ont

le dessus. Pour une partie d'entre d'eux, il ne s'agit que d'une étape intermédiaire : la preuve de l'existence de la traite constitue un élément supplémentaire dans leur argumentation contre la réglementation. Les deux détracteurs de cette vision viennent d'une nouvelle génération d'universitaires formés aux sciences sociales. Ils s'opposent à une génération d'acteurs qui sont au moins depuis la fin de la Première Guerre mondiale engagés dans la lutte contre la traite. L'avènement du nazisme en Allemagne va donner une nouvelle orientation aux trajectoires de Kreutzberger et Fromm. Après 1945, ils n'interviendront plus dans les débats.

La mobilité ascendante de la carrière de l'argument liant réglementation et traite, que Jean-Michel Chaumont a décrit dans une optique d'idéal-type⁹, ne sera guère bouleversée par cette polémique ; cette dernière attire néanmoins l'attention sur le fait que le postulat défendu par les défenseurs de l'existence massive de la traite reste soumis à un processus de contestation. Opposant deux types d'experts, la polémique illustre le fait que ni les uns ni les autres ne peuvent revendiquer le monopole de la légitimité (donnée qui caractérise le débat aujourd'hui encore). Même si les abolitionnistes, ou plutôt les partisans de l'existence de la traite, semblent disposer à la fin des années 1920 des moyens sociaux (réseaux de communication et de sociabilité) pour marginaliser leurs opposants, ces derniers continuent à avoir accès à des espaces de discussion tels que la *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik* qui leur permettent de bénéficier d'un certain contrôle puisque, dans ce cas particulier, Kreutzberger, en tant que rédacteur de la revue, a la possibilité d'ouvrir le débat mais aussi de le refermer avec son dernier article.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Dictionnaires

Lexikon deutsch-jüdischer Autoren, Vol. 14, 2006, München, Saur.

Sources éditées

BOINE G.,

1927 "Mädchenhandel", in STIER-SOMLO F., ELFTER A., Eds., *Handwörterbuch der Rechtswissenschaft*, 4. Band, Berlin/Leipzig, de Gruyter, pp.1-5.

COHEN S.,

1929 "Zur Diskussion des internationalen Mädchen- und Frauenhandels", *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*, n°2, pp.285-292.

FROMM E.,

1929 "Zur Psychologie des Mädchenhandels und seiner Bekämpfung", *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*, n°4, pp.294-303.

JEWISH ASSOCIATION FOR THE PROTECTION OF GIRLS AND WOMEN [JAPGW],
Official Report of the International Conference of the Jewish Association for the Protection of Girls and Women (June 22nd, 23rd and 24th 1927 London), R637, Archives de la Société des Nations, Genève.

KARMINSKI H.,

1929 "Zum Aufsatz Das Problem des Internationalen Mädchen- und Frauenhandels", *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*, n°2, p.194.

KREUTZBERGER M.,

1929a "Das Problem des internationalen Mädchen- und Frauenhandels", *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*, n°2, pp.181-193.

1929b "IV", *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*, n°4, pp.303-308.

LONDRES A.,

1927 *Le chemin de Buenos Aires (La traite des blanches)*, Paris, A. Michel.

1928 *Der Weg nach Buenos Aires*, Berlin, Uhlmann.

OLLENDORF P.,

1929 "II", *Jüdische Wohlfahrtspflege und Sozialpolitik*, n°4, pp.293-294.

Travaux

BRISTOW E. J.,

1982 *Prostitution and Prejudice. The Jewish Fight against White Slavery 1870-1939*, Oxford, Clarendon Press.

JAZBINSEK I.,

2002 *Der internationale Mädchenhandel. Biographie eines sozialen Problems*, WZB FS II 02-501.

KILLEN A.,

2007 "Weimar Psychotechnics between Americanism and Fascism", *Osiris*, n°22, pp.48-71.

QUIREN K.,

2005 "Karminski Hannah", in KOTOWSKI E.-V., Eds, *Juden in Berlin Biografien*, Berlin, Henschel, p.145.

WEINGART P.,

2003 *Wissenschaftssoziologie. Soziologische Themen*, Bielefeld, Transkript.

⁹ Voir dans ce dossier *La disqualification sélective...*